

La piste sanglante de l'armée gouvernementale

L'Humanité, 20 avril 1994

AU moins 25 personnes ont été tuées et 56 blessées, mardi, dans le bombardement par les forces gouvernementales rwandaises du stade Amahoro, qui abrite environ 5.000 réfugiés, dans le nord-est de Kigali. Le stade est situé dans une zone contrôlée par le Front patriotique rwandais (FPR), dont les forces sont parvenues à faire la jonction avec un détachement se trouvant déjà depuis plusieurs jours dans la capitale rwandaise.

La Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR) a émis « *une protestation des plus vigoureuses* » auprès de l'état-major des forces armées. Ces dernières, soutenues par les miliciens et par la garde de l'ancien dictateur Habyarimana – tué le 6 avril dernier dans l'explosion de l'avion qui le ramenait à Kigali en compagnie du président burundais Cyprien Ntaryamira, également tué – ont mis le pays à feu et à sang.

Selon un porte-parole du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) à Genève, ces massacres ont fait plusieurs « dizaines de milliers de morts » dans tout le pays. Au moins 400.000 personnes – 2 millions selon d'autres sources – ont fui les tueries. D'après le porte-parole du CICR, il y a environ 300.000 personnes déplacées entre Kigali et la région de Kibungo (Sud-Est), près de la Tanzanie, et 100.000 autres dans le Sud, près de Butare, à la frontière avec le Burundi. Des dizaines de milliers de personnes ont aussi trouvé refuge dans le Nord, sous la protection des forces du FPR.

Les récits sur les horreurs perpétrées par les tueurs d'Habyarimana sont effroyables. « Des charniers jonchent la retraite de l'armée rwandaise », constatait hier l'envoyé spécial de « Libération », Jean-Philippe Ceppi. Derrière une église de Kiziguro située à une

centaine de kilomètres au nord de Kigali, ce journaliste a découvert un puits d'où on entendait « *des cris et des râles* ». Selon un responsable du FPR, 800 personnes y ont été jetées par les troupes gouvernementales, dont certaines étaient encore en vie.

Face à ces atrocités, la réaction des grandes puissances occidentales reste pour le moins très discrète. Les ministres de l'Union européenne réunis lundi à Bruxelles ont « *constaté avec consternation que la violence généralisée et les atrocités continuent et s'étendent au Rwanda* » et ils ont exhorté les « *forces antagonistes pour qu'elles fassent cesser la violence et qu'elles reprennent le chemin de la négociation sur la base des principes de l'accord d'Arusha* ». Conclu en août 1993, cet accord prévoyait l'instauration d'un processus démocratique au Rwanda. Le dictateur défunt, Habyarimana, fort du soutien militaire que lui avait accordé Paris depuis 1990, avait mis toutes les entraves à la mise en œuvre de cet accord.

De son côté, Jacques-Roger Booh-Booh, représentant spécial à Kigali du secrétaire général de l'ONU, a déclaré que les Nations unies « *n'abandonneront pas le Rwanda* », à condition que les combats s'arrêtent, renvoyant ainsi dos à dos les massacreurs et ceux qui les combattent pour mettre fin à la tuerie.